



# La Commune



## La révolte

L'édito  
de

# La Commune

Alors que tout s'écroule autour de lui (explosion de la majorité parlementaire, abandon de la réforme constitutionnelle, hausse permanente du chômage, révolte contre la loi El Khomri), François Hollande estime que « *la France va mieux* »... Président des patrons et des riches, travaillant et conspirant depuis quatre ans à la restauration des taux de profits capitalistes, Hollande est haï par l'immense majorité de la population. Ainsi, il est selon toutes les études le président le plus impopulaire de toute l'histoire de la V<sup>e</sup> République : il ne recueille que 14 % d'opinions favorables, 80 % des Français ne veulent pas qu'il soit candidat aux présidentielles de 2017, avis partagé par 66 % des « sympathisants de gauche ».

Hollande voulait être jugé à l'aune de la baisse du chômage, cette fameuse « *inversion de la courbe* » qu'il annonce depuis 2013. Or, de manière continue, le nombre de chômeurs n'a cessé de progresser. La dernière étude Dares-Pôle Emploi sur le chômage montre que le pays compte officiellement 6 494 100 chômeurs (toutes catégories confondues), en hausse de 234 500 en un an (+ 4 %), soit en moyenne 642 nouveaux chômeurs de plus par jour !

Dans cette situation catastrophique qui plonge des millions de travailleurs et leurs familles dans le chômage et la misère, la loi El Khomri est la mesure anti-ouvrière de trop. Après le pacte de responsabilité, le CICE, l'ANI, la réforme des retraites, l'augmentation de la TVA, la loi Macron, cette loi patronale qui offre le « droit de licencier en toute impunité » cristallise la révolte des masses et de la jeunesse. Hollande le sait parfaitement et tente de pousser l'avantage en prévenant les manifestants que la loi El Khomri « *ne sera pas retirée* ». Au mieux il pourra y avoir des « *corrections* » ici ou là !

Il s'agit évidemment de tenter de noyer l'hostilité contre la loi dans le borbier du débat parlementaire et les négociations entre « partenaires sociaux » responsables. Après sept journées d'action sans lendemain (9, 17, 24, 31 mars, 5, 9, 14 avril), et une huitième annoncée pour le 28 avril, la question aujourd'hui est de savoir si le dispositif de division et de diversion du gouvernement, du Medef et, il faut bien le dire, des directions syndicales, peut ou non l'emporter ? Peut-il « tenir » face à la détermination de millions et de millions qui en réclament à juste titre, le retrait définitif ?

Une chose est sûre : la stratégie des « temps forts » ponctués par de longs « temps morts » n'est absolument pas de nature à faire reculer le gouvernement. Les expériences pratiques de 2003 et de 2010, notamment, sont là pour nous le rappeler, crûment. La tactique des directions syndicales d'appeler à des « journées d'action sans lendemain » est une tactique qui s'oppose frontalement au TOUS ENSEMBLE et à la Grève Générale.

C'est de ce vide politique qu'est né le mouvement Nuit Debout, mouvement « spontané » qui tente de canaliser la jeunesse

Nuit Debout, un mouvement en-dehors des partis ? Si une majorité de participants le pense, la réalité est tout autre. Julien Bayou, porte-parole national de EELV et conseiller régional d'Ile-de-France, y participe activement « *tous les soirs* », « *j'y vais en tant qu'individu* ». Ah bon ? En tant qu'« individu » aussi la présence de Léila Chaïbi qui fait partie du « *comité de pilotage initial* » ? Mon œil, Léila Chaïbi est tout sauf une inconnue. Née dans l'association Jeudi Noir (comme Bayou), Chaïbi est passée respectivement par AL, le NPA et le PG. Avec l'air de ne pas y toucher, elle vend la mèche : selon elle, Nuit Debout doit offrir « *un débouché politique, comme l'a été Podemos en Espagne après les Indignados*. »

Si le « *débouché* », c'est le modèle Podemos ou Syriza, alors il est plus facile de comprendre pourquoi Nuit Debout est, au mieux, une impasse. Les salariés et les jeunes cherchent une tout autre voie : la grève générale pour le retrait de la loi El Khomri, à l'appel commun CGT -FO -Solidaires -FSU.

Dans ce creuset, la question d'un parti Lutte de classes, basé sur les revendications vitales et les besoins immédiats de la population laborieuse et jeune, se pose à nouveau avec acuité.

***Wladimir Susanj,***  
**16-04-2016**

---

Modifié le dimanche 17 avril 2016

---

## Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

---

### Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

---

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)<sup>1</sup> a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

---

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »

---